

In afwijking van het vorig lid wordt de leerling waarvan de financiële situatie of die van de personen die hem ten laste hebben, verslechterd is gedurende de eerste twee jaren, toegelaten het tweede jaar een aanvraag in te dienen opdat zijn toelage kan worden aangepast. Ook is de leerling, die zijn studies opgeeft op het einde van het eerste van de twee betrokken jaren, ertoe gehouden de Dienst voor studietoelagen ervan op de hoogte te brengen vóór 1 augustus volgend op het einde van dit eerste jaar. In dit geval beschikt deze laatste niet over de uitkering van de toelage van het tweede jaar. »

Art. 4. Bij overgangsmaatregel neemt de Dienst voor studietoelagen gedurende de school- of academiejaren 2002-2003 en 2003-2004 de toelatingsformulieren in aanmerking die hem zullen worden opgestuurd na de uiterste datum van 31 juli, voor zover hij deze verkrijgt vóór 1 november.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid de Studietoelagen en -Leningen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1305

[C - 2002/27346]

27 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention pour la réalisation de certains aménagements cynégétiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 1^{er}sexies, inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 août 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse, donné le 19 avril 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 28 novembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas le mois;

Vu l'avis 32.998/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention est accordée pour la réalisation de certains aménagements cynégétiques sur les territoires de chasse en Région wallonne, à savoir, l'installation de gagnage pour petit et grand gibier, l'implantation ou le semis d'essences de brout et la création de couverts pour petit gibier.

Par territoire de chasse, on entend le territoire dont la superficie chassable est définie à l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et sur lequel une personne physique ou morale détient le droit de chasse.

Par gagnage, on entend toute parcelle aménagée par l'homme dans le but d'augmenter les ressources alimentaires du gibier.

Art. 2. La subvention est accordée au propriétaire de la parcelle sur laquelle les aménagements cynégétiques visés à l'article 1^{er} sont réalisés, ou au titulaire sur cette parcelle d'un droit réel en emportant l'usage.

Le bénéficiaire de la subvention peut être une personne de droit public ou de droit privé.

Art. 3. § 1^{er}. La subvention pour l'installation de gagnage pour petit et grand gibier ou pour la création de couverts pour petit gibier est accordée aux conditions suivantes :

1° le gagnage ou le couvert doit être installé au moyen d'un mélange de semences appartenant à des espèces végétales différentes, susceptible d'assurer une couverture végétale pérenne de la parcelle ou, à défaut, à même d'apporter de la nourriture au gibier au moins pendant toute la période hivernale jusqu'au début du printemps;

2° le gagnage ou le couvert ne peut être installé :

a) à moins de 100 mètres d'un puits de captage ou d'un lac de barrage (sauf pour le petit gibier);

b) à moins de 25 mètres d'un cours d'eau ou d'un fonds de vallée (sauf pour le petit gibier);

c) à moins de 15 mètres d'une zone de sources;

d) sur les sols renseignés sur les cartes pédologiques comme sols hydromorphes, paratourbeux ou tourbeux;

3° l'apport d'amendements ne peut avoir lieu que si une analyse chimique du sol a été réalisée au préalable et si les résultats de cette analyse l'exigent;

4° le demandeur doit maintenir en place sur la parcelle faisant l'objet de la subvention, un gagnage ou un couvert tel que visé au point 1°, pendant une durée de cinq ans au moins;

5° la destruction de la végétation en place et le nettoyage de la parcelle seront réalisés exclusivement avec des moyens mécaniques.

§ 2. Une subvention pour la plantation ou le semis d'essences de brout est accordée pour autant que les essences introduites par semis, bouturage ou plantation appartiennent à une ou plusieurs des essences suivantes :

Aubépine à un style	<i>Crataegus monogyna</i>
Aulne blanc	<i>Alnus incana</i>
Aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>
Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i>
Charme commun	<i>Carpinus betulus</i>
Chêne rouge d'Amérique	<i>Quercus rubra</i>
Genêt à balai	<i>Cytisus scoparius</i>
Eglantier	<i>Rosa canina</i>
Pommier sauvage	<i>Malus silvestris</i>
Poirier sauvage	<i>Pirus communis</i>
Néflier	<i>Mespilus germanica</i>
Robinier faux-acacia	<i>Robinia pseudo acacia</i>
Ronce des bois	<i>Rubus fruticosus</i>
Saule à oreillettes	<i>Salix aurita</i>
Saule cendré	<i>Salix cinerea</i>
Saule hybride	<i>Salix x multinervis</i>
Saule hybride	<i>Salix x sericans</i>
Saule marsault	<i>Salix caprea</i>
Sorbier des oiseleurs	<i>Sorbus aucuparia</i>
Sureau noir	<i>Sambucus nigra</i>
Sureau à grappes	<i>Sambucus racemosa</i>
Peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>
Tilleul à petites feuilles	<i>Tilia cordata</i>
Troëne commun	<i>Ligustrum vulgare</i>
Viorne obier	<i>Viburnum opulus</i>

§ 3. Si l'installation des aménagements cynégétiques visés à l'article 1^{er} implique l'exécution d'actes ou de travaux requérant un permis d'urbanisme, la subvention ne peut être octroyée que si le demandeur a obtenu au préalable ce permis.

§ 4. Aucun produit phytosanitaire ne peut être utilisé.

Art. 4. Toute demande de subvention est adressée au directeur du Centre de la Division de la Nature et des Forêts dans laquelle se trouve(nt) la ou les parcelles où les aménagements cynégétiques visés à l'article 1^{er} sont projetés.

La demande renseigne le nom, prénom et adresse du demandeur en indiquant la nature de son droit réel sur la parcelle et éventuellement le nom, prénom et adresse de son mandataire.

La demande est accompagnée :

1° d'un extrait de la matrice cadastrale;

2° d'un extrait de la carte topographique soit au 1/10 000, au 1/20 000 ou au 1/25 000, sur laquelle est entourée d'un trait rouge la parcelle concernée;

3° d'une description des aménagements cynégétiques envisagés sur la parcelle concernée, précisant notamment et suivant le cas :

a) la surface de gagnage pour petit et grand gibier ou du couvert pour petit gibier et les espèces végétales qui seront semées;

b) la surface de la culture de brout à créer et les essences qui seront utilisées;

4° d'un devis renseignant le coût total (T.V.A. C.) des travaux à entreprendre;

5° des documents justificatifs du droit réel et, s'il échet, du mandat;

6° suivant le cas, des résultats de l'analyse chimique du sol;

7° le cas échéant, de la copie du permis d'urbanisme;

8° et de la superficie du territoire de chasse concerné.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les huit jours ouvrables.

Art. 5. Il ne peut être introduit qu'une demande par personne et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme ayant introduit la demande et non chacun des co-indivisaires. Chaque demande peut concerner une ou plusieurs parcelles.

L'accord du directeur du Centre de la Division de la Nature et des Forêts peut porter sur tout ou partie de la demande.

Art. 6. Les membres du personnel de la Division de la nature et des forêts peuvent visiter les lieux faisant l'objet de la demande de subvention et y procéder aux contrôles appropriés, en avertissant le demandeur au moins quarante-huit heures à l'avance. En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 7. Le directeur du Centre de la Division de la Nature et des Forêts prend une décision qu'il notifie au demandeur dans les 20 jours ouvrables suivant la date de réception de la demande.

Le demandeur peut introduire, par pli recommandé à la poste, un recours auprès du Ministre qui a la Chasse dans ses attributions ou son délégué, contre une décision de refus du directeur du Centre ou en cas d'absence de décision de ce dernier endéans le délai prévu. Le Ministre ou son délégué dispose de vingt jours ouvrables pour adresser notification de la décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

Art. 8. La réalisation des aménagements cynégétiques pour lesquels la subvention est demandée doit être effectuée au plus tard dans un délai d'un an à dater de la décision favorable du directeur du Centre ou du Ministre ou de son délégué.

Le demandeur notifie par courrier adressé au directeur du Centre la fin des travaux de réalisation des aménagements cynégétiques.

Art. 9. La subvention est liquidée en une seule fois après vérification par le directeur du Centre ou son délégué de l'exécution des travaux et sur présentation des copies des factures acquittées et/ou fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur ainsi que de l'analyse du sol.

Art. 10. § 1^{er}. Les dépenses et travaux subventionnables sont les suivants :

1° les divers travaux de préparation du sol, en ce compris le dessouchage et l'arasement des souches, le drainage aérien, la destruction de la végétation en place et le nettoyage de la parcelle;

2° l'analyse du sol;

3° l'achat et l'apport d'amendements;

4° l'achat de boutures ou plants;

5° le semis ou la plantation;

6° l'achat et l'installation de protections temporaires contre le gibier.

§ 2. La subvention est fixée à 60 % du montant total des dépenses et travaux visés au § 1^{er}. Le montant total de la subvention est plafonné à 2.478,94 euros/ha (H. T.V.A.) pour les gagnages pour petit et grand gibier et les couverts pour petit gibier et à 991,57 euros/ha (H. T.V.A.) pour les essences de brouet. La subvention sera accordée jusqu'à concurrence de 3 % de la superficie du territoire de chasse.

§ 3. Le taux de subvention établi au § 2 est augmenté de 10% dans le cas de demandes groupées concernant au moins 5 territoires de chasse voisins réunissant d'un seul tenant, pour le grand gibier, au moins 2 000 ha de bois, pour le petit gibier, au moins 2 000 ha de bois et/ou de plaine.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1305

[C - 2002/27346]

27. MÄRZ 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung eines Zuschusses für die Anlage gewisser Einrichtungen für die Jagd

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 1^{sexies}, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des am 28. August 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Oktober 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. April 2001 gegebenen Einverständnisses des «Conseil supérieur wallon de la chasse» (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 28. November 2001 gegebenen Einverständnisses des «Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 11. März 2002 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird ein Zuschuss für die Anlage gewisser Einrichtungen für die Jagd auf den Jagdgebieten der Wallonischen Region gewährt; hierbei handelt es sich um die Einrichtung von Äsungsbereichen für das Klein- und Großwild, die Einpflanzung oder die Aussaat von Verbisspflanzen und die Schaffung von Blätterdächern für das Kleinwild.

Unter Jagdgebiet versteht man das Gebiet, dessen jagdbare Fläche in Artikel 2bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd bestimmt ist und für das eine natürliche Person oder eine juristische Person jagdberechtigt ist.

Unter Äsungsbereich versteht man jede Parzelle, die vom Menschen angelegt wird, um das Nahrungsvorkommen des Wildes zu erhöhen.

Art. 2 - Der Zuschuss wird dem Eigentümer der Parzelle, auf der die in Artikel 1 erwähnten Jagdeinrichtungen vorgenommen werden oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts auf diese Parzelle, das deren Nutzung nach sich zieht, gewährt.

Der Empfänger dieses Zuschusses kann eine Person öffentlichen oder privaten Rechts sein.

Art. 3 - § 1. Der Zuschuss für die Einrichtung von Äsungsbereichen für das Klein- und Großwild oder von Blätterdächern für das Kleinwild wird unter den folgenden Bedingungen gewährt:

1° der Äsungsbereich oder das Blätterdach muss mit Hilfe einer Mischung von Samen aus verschiedenen Pflanzenarten eingerichtet werden, die eine perennierende Deckung der Parzelle zu bilden vermag oder, mangels dessen, dank deren das Wild während mindestens der gesamten Winterzeit bis zum Anfang des Frühlings mit Futter versorgt werden kann;

2° der Äsungsbereich oder das Blätterdach darf nicht eingerichtet werden:

a) in einer Entfernung von weniger als 100 m eines Fassungsbrunnens oder eines Stausees (außer für das Kleinwild);

b) in einer Entfernung von weniger als 25 m eines Wasserlaufs oder eines Talgrundes (außer für das Kleinwild);

c) in einer Entfernung von weniger als 15 m eines Quellengebiets;

d) auf Böden, die auf den Bodenkarten als hydromorphe, anmoorige oder moorige Böden angegeben sind.

3° die Ausbringung von Düngemitteln darf nur vorgenommen werden, wenn eine chemische Bodenanalyse vorher ausgeführt wurde und wenn die Ergebnisse dieser Analyse sie erfordern;

4° der Antragsteller muss auf der Parzelle, die Gegenstand des Zuschusses ist, während mindestens fünf Jahren einen Äsungsbereich oder ein Blätterdach nach Punkt 1° erhalten;

5° die Vernichtung der dort befindlichen Vegetation und die Reinigung werden ausschließlich mechanisch vorgenommen.

§ 2. Ein Zuschuss für die Einpflanzung oder die Aussaat von Verbisspflanzen wird nur dann gewährt, wenn die durch Aussaat, Stecklingsvermehrung oder Einpflanzung eingebrachten Arten einer oder mehreren der folgenden angehören:

Gemeiner Weißdorn	<i>Crataegus monogyna</i>
Weißerle	<i>Alnus incana</i>
Schwarzerle	<i>Alnus glutinosa</i>
Moorbirke	<i>Betula pubescens</i>
Weißbuche	<i>Carpinus betulus</i>
Roteiche	<i>Quercus rubra</i>
Besenginster	<i>Cytisus scoparius</i>
Hagebutte	<i>Rosa canina</i>
Wildapfel	<i>Malus silvestris</i>
Wildbirne	<i>Pirus communis</i>
Echte Mispel	<i>Mespilus germanica</i>
Scheinakazie	<i>Robinia pseudo acacia</i>
Brombeerstrauch	<i>Rubus fruticosus</i>
Ohrweide	<i>Salix aurita</i>
Grauweide	<i>Salix cinerea</i>
Vielrippige Weide	<i>Salix x multinervis</i>
Hybride von Sal- und Korbweide	<i>Salix x sericans</i>
Salweide	<i>Salix caprea</i>
Vogelbeerbaum	<i>Sorbus aucuparia</i>
Schwarzer Holunder	<i>Sambucus nigra</i>
Roter Holunder	<i>Sambucus racemosa</i>
Zitterpappel	<i>Populus tremula</i>
Winterlinde	<i>Tilia cordata</i>
Gemeiner Liguster	<i>Ligustrum vulgare</i>
Drosselbeere	<i>Viburnum opulus</i>

§ 3. Wenn die Anlage der in Artikel 1 erwähnten Jagdeinrichtungen die Ausführung von Handlungen oder Arbeiten mit sich bringt, die eine Städtebaugenehmigung erfordern, kann der Zuschuss nur dann gewährt werden, wenn der Antragsteller diese Genehmigung zuvor erhalten hat.

§ 4. Es dürfen keine Pflanzenschutzmittel benutzt werden.

Art. 4 - Jeder Antrag auf Zuschuss muss an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen, wo sich die Parzelle(n) befindet/befinden, auf der die in Artikel 1 erwähnten Jagdeinrichtungen geplant sind, gerichtet werden.

Der Antrag gibt den Namen, den Vornamen, die Anschrift des Antragstellers, die Natur seines dinglichen Rechts auf die Parzelle sowie gegebenenfalls den Namen, den Vornamen und die Anschrift seines Mandatsträgers an.

Dem Antrag wird das Folgende beigelegt:

1° ein Auszug aus der Katasterheberolle;

2° ein Auszug der topographischen Karte entweder im Maßstab 1:10000, 1:20000 oder 1:25000, auf der die betroffene Parzelle rot umrandet ist;

3° eine Beschreibung der auf der betroffenen Parzelle geplanten Jagdeinrichtungen, wobei unter anderem und je nach Fall das Folgende angegeben wird:

a) die Fläche des Äsungsbereichs für das Klein- und Großwild oder des Blätterdachs für das Kleinwild und die Pflanzenarten, die gesät werden;

b) die Fläche des zu schaffenden Anbaus von Verbisspflanzen und die Arten, die benutzt werden.

4° ein Kostenvoranschlag, der die gesamten Kosten (mit MwSt) der vorzunehmenden Arbeiten angibt;

5° die Unterlagen, die das dingliche Recht und gegebenenfalls das Vorhandensein eines Mandats belegen;

6° je nach Fall, die Ergebnisse der chemischen Bodenanalyse;

7° gegebenenfalls, die Abschrift der Städtebaugenehmigung;

8° und die Fläche des betroffenen Jagdgebiets.

Eine Empfangsbestätigung wird innerhalb von acht Werktagen an den Antragsteller gerichtet.

Art. 5 - Es darf nur ein Antrag pro Person und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer ungeteilten Rechtsgemeinschaft wird davon ausgegangen, dass letztere und nicht jeder der Miteigentümer der Rechtsgemeinschaft den Antrag eingereicht hat. Jeder Antrag darf eine oder mehrere Parzellen betreffen.

Das Einverständnis des Direktors des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen kann die Gesamtheit des Antrags oder nur einen Teil davon betreffen.

Art. 6 - Die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen sind berechtigt, die Orte, die Gegenstand des Antrags auf Zuschuss ist, zu besichtigen und die angemessenen Überprüfungen dort vorzunehmen, nachdem sie den Antragsteller mindestens achtundvierzig Stunden vorher davon benachrichtigt haben.

Wenn der Antragsteller die Anwendung dieses Artikels verweigert oder verhindert, wird ihm der Zuschuss verweigert.

Art. 7 - Der Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen fasst einen Beschluss, den er dem Antragsteller innerhalb von 20 Werktagen ab dem Eingang des Antrags zustellt.

Im Falle eines Verweigerungsbeschlusses seitens des Direktors des Zentrums oder in Ermangelung seines Beschlusses innerhalb der vorgesehenen Frist ist der Antragsteller berechtigt, per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, oder bei seinem Beauftragten gegen einzulegen.

Der Minister oder dessen Beauftragter verfügt über eine Frist von zwanzig Werktagen, um dem Antragsteller den Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen.

Art. 8 - Die Anlage der Jagdeinrichtungen, für die der Zuschuss beantragt wurde, muss spätestens innerhalb einer Frist von einem Jahr ab dem Datum des günstigen Beschlusses des Direktors des Zentrums bzw. des Ministers oder dessen Beauftragten verwirklicht sein.

Der Antragsteller meldet das Ende der Arbeiten zur Anlage der Jagdeinrichtungen per Brief an den Direktor des Zentrums.

Art. 9 - Der Zuschuss wird in einem einzigen Mal ausgezahlt, nachdem der Direktor des Zentrums oder sein Beauftragter die Ausführung der Arbeiten überprüft hat und gegen Vorlage der quittierten Rechnungen und/oder der vom Antragsteller gleichlautend genehmigten Lohnscheine sowie der Bodenanalyse.

Art. 10 - § 1. Die bezuschussbaren Ausgaben und Arbeiten sind die folgenden:

1° die verschiedenen Arbeiten zur Vorbereitung des Bodens, einschließlich der Rodung und der Abgleichung der Baumstümpfe, der Dränierung an der Bodenoberfläche, der Vernichtung der dort befindlichen Pflanzen und der Reinigung der Parzelle;

- 2° die Bodenanalyse;
- 3° der Ankauf und die Ausbringung von Düngemitteln;
- 4° der Ankauf von Stecklingen oder Jungpflanzen;
- 5° die Aussaat oder die Einpflanzung;
- 6° der Ankauf und das Anbringen von zeitweiligen Schutzvorrichtungen gegen das Wild.

§ 2. Der Zuschuss wird auf 60 % des Gesamtbetrags der in § 1 erwähnten Arbeiten festgelegt. Der Gesamtbetrag des Zuschusses darf 2.478,94 Euro/ha für die Äsungsbereiche für das Klein- und Großwild und die Blätterdächer für das Kleinwild und 991,57 Euro/ha für die Verbisspflanzen nicht überschreiten. Der Zuschuss wird bis zu 3 % der Fläche des Jagdgebiets gewährt.

§ 3. Der in § 2 festgelegte Bezuschussungssatz wird um 10 % erhöht, wenn es sich um gruppierte Anträge betreffend mindestens 5 benachbarte Jagdgebiete handelt, die in einem Stück mindestens 2.000 ha Wald für das Großwild bzw. mindestens 2.000 ha Wald und/oder Feld für das Kleinwild zusammenfassen.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* im Kraft.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1305

[C - 2002/27346]

**27 MAART 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de toekenning van een toelage voor de uitvoering van bepaalde jachtbedrijfsinrichtingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 1*sexies*, er ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 augustus 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2001;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 19 april 2001;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 28 november 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 32.998/4 van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2002, overeenkomstig artikel 84, 1^e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten over de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt een toelage toegekend voor de uitvoering van bepaalde jachtbedrijfsinrichtingen in de jachtgebieden van het Waalse Gewest, met name de aanleg van wildakkers voor klein en grof wild, de beplanting of het zaaien van voorjaarslotensoorten en de oprichting van beschuttings voor klein wild.

Onder jachtgebied wordt verstaan het gebied waarvan de oppervlakte waar gejaagd kan worden, bepaald is in artikel 2*bis* van de jachtwet van 28 februari 1882 en waarop een natuurlijke of rechtspersoon houder is van het jachtrecht.

Onder wildakker wordt verstaan ieder perceel dat door menselijk toedoen ingericht is om de voedingsmiddelen van het wild te verhogen.

Art. 2. De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van het perceel waar de in artikel 1 bedoelde jachtbedrijfsinrichtingen uitgevoerd worden, of aan de drager van een zakelijk recht met gebruik ervan op dat perceel.

De toelagerechtigde kan een publiekrechtelijke of privé-rechtelijke rechtspersoon zijn.

Art. 3. § 1. De toelage voor de aanleg van wildakkers voor klein en grof wild of voor de oprichting van beschuttings voor klein wild wordt toegekend onder volgende voorwaarden :

1^o de wildakker of de beschutting moet worden aangelegd bij middel van een mengeling van zaden van verschillende plantensoorten geschikt om een overblijvende plantenbedekking mogelijk te maken of, bij gebreke, in staat zijn te zorgen voor de voeding van het wild tenminste gedurende de hele winterperiode en tot het begin van de lente;

2° de wildakker of de beschutting mag niet aangelegd worden :

- a) op minder dan 100 meter van een waterwinningsput of van een stuwdammeer (behalve voor het klein wild);
- b) op minder dan 25 meter van een waterloop of van een vallei (behalve voor het klein wild);
- c) op minder dan 15 meter van een bronengebied;
- d) op gronden aangeduid op bodemkaarten als hydromorfe, paraveenachtige of veenachtige bodems;

3° het toedienen van meststoffen kan enkel gebeuren indien een scheikundig bodemonderzoek voorafgaand uitgevoerd werd en indien de resultaten van dit onderzoek het eisen;

4° de aanvrager moet een wildakker of beschutting zoals bedoeld sub 1° op het perceel dat het onderwerp van de toelage is in stand houden gedurende een periode van minstens vijf jaar;

5° de vernietiging van de bestaande vegetatie en het schoonmaken van het perceel worden uitsluitend uitgevoerd door mechanische middelen.

§ 2. Een toelage voor de beplanting of voor het zaaien van voorjaarslotensoorten wordt toegekend voor zover de door zaaiing, het stekken of beplanting ingevoerde soorten tot één of meerdere soorten van de hiernavolgende boomsoorten behoren :

Eenstijlige meidoorn	<i>Crataegus monogyna</i>
Witte els	<i>Alnus incana</i>
Zwarte els	<i>Alnus glutinosa</i>
Zachte berk	<i>Betula pubescens</i>
Haagbeuk	<i>Carpinus betulus</i>
Amerikaanse eik	<i>Quercus rubra</i>
Bezembrem	<i>Cytisus scoparius</i>
Hondsroos	<i>Rosa canina</i>
Appelboom	<i>Malus silvestris</i>
Perenboom	<i>Pirus communis</i>
Mispelboom	<i>Mespilus germanica</i>
Gewone robinia	<i>Robinia pseudo acacia</i>
Braambes	<i>Rubus fruticosus</i>
Geoorde wilg	<i>Salix aurita</i>
Grauwe wilg	<i>Salix cinerea</i>
Hybride wilg (grauwe wilg x geoorde wilg)	<i>Salix x multinervis</i>
Hybride wilg (boswilg x katwilg)	<i>Salix x sericans</i>
Boswilg	<i>Salix caprea</i>
Gewone lijsterbes	<i>Sorbus aucuparia</i>
Gewone vlierboom	<i>Sambucus nigra</i>
Trosvlier	<i>Sambucus racemosa</i>
Ratelpopulier	<i>Populus tremula</i>
Kleinbladige linde	<i>Tilia cordata</i>
Gewone liguster	<i>Ligustrum vulgare</i>
Gelderse roos	<i>Viburnum opulus</i>

§ 3. Indien de aanleg van in artikel 1 bedoelde jachtbedrijfsinrichtingen de uitvoering van handelingen of werkzaamheden waarvoor een stedenbouwkundige vergunning noodzakelijk is tot gevolg heeft, kan de toelage enkel toegekend worden indien de aanvrager op voorhand deze vergunning bekomen heeft.

§ 4. Geen enkel gewasbeschermingsmiddel mag gebruikt worden.

Art. 4. Iedere toelageaanvraag wordt gericht aan de directeur van het Centrum van de Afdeling Natuur en Bossen waar het (de) perceel (percelen) zich bevindt (bevinden) en waar de in artikel 1 bedoelde jachtbedrijfsinrichtingen zijn gepland.

De aanvraag vermeldt de naam, voornaam en het adres van de aanvrager met vermelding van de aard van zijn zakelijk recht op het perceel en eventueel de naam, voornaam en het adres van zijn lasthebber.

Bij de aanvraag worden gevoegd :

1° een uittreksel uit de kadastrale legger;

2° een uittreksel van de topografische kaart op schaal van hetzij 1/10 000, 1/20 000 of 1/25 000, waarop het betrokken perceel in het rood omlind is;

3° een beschrijving van de geplande jachtbedrijfsinrichtingen, met opgave naargelang het geval :

a) van de oppervlakte van de wildakker voor klein en grof wild of van de beschutting voor klein wild en de plantensoorten die er gezaaid zullen worden;

- b) van de oppervlakte van de voorjaarslootteelt en de soorten die er gebruikt zullen worden;
- 4° een prijsopgave met vermelding van de totaal prijs (BTW incl.) van de te ondernemen werken;
- 5° de bewijsstukken van het zakelijk recht en, in voorkomend geval, van de volmacht;
- 6° naargelang het geval, de resultaten van de scheikundige bodemanalyse;
- 7° in voorkomend geval, een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning;
- 8° en de oppervlakte van het betrokken jachtgebied.

Een ontvangstbewijs wordt naar de aanvrager verstuurd binnen acht werkdagen.

Art. 5. Er mag slechts één aanvraag per persoon en per kalenderjaar ingediend worden. Bij onverdeeldheid wordt deze laatste beschouwd als hebbende de aanvraag ingediend en niet iedere medeëigenaar. Iedere aanvraag mag betrekking hebben op één of meerdere percelen.

De instemming van de directeur van het Centrum van de afdeling Natuur en Bossen slaat op het geheel of op een deel van de aanvraag.

Art. 6. De personeelsleden van de afdeling Natuur en Bossen kunnen de plekken bezoeken, die het onderwerp zijn van de toelageaanvraag en kunnen er overgaan tot de gepaste controles op voorwaarde dat de aanvrager ten minste achtenveertig uur op voorhand verwittigd wordt. Indien de aanvrager de toepassing van dit artikel weigert of hindert, wordt hem de toelage geweigerd.

Art. 7. De directeur van het Centrum van de afdeling Natuur en Bossen neemt een beslissing die hij aan de aanvrager meedeelt binnen 20 werkdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag.

Bij een ter post aangetekende brief kan de aanvrager beroep indienen bij de Minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort of bij zijn afgevaardigde tegen een weigeringsbeslissing van de directeur van het Centrum of indien hij geen beslissing genomen heeft binnen de voorziene termijn. De minister of zijn afgevaardigde beschikken over een termijn van 20 werkdagen om de beslissing mee te delen aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief.

Art. 8. De verwezenlijking van de jachtbedrijfsinrichtingen waarvoor een toelage gevraagd is, moet plaatsvinden ten laatste binnen een termijn van één jaar te rekenen vanaf de datum van de gunstige beslissing van de directeur van het Centrum, of van de minister of van diens afgevaardigde.

De aanvrager informeert de directeur van het Centrum per brief van het einde van de uitvoeringswerken van de jachtbedrijfsinrichtingen.

Art. 9. De toelage wordt in één keer uitbetaald nadat de directeur van het Centrum of zijn afgevaardigde het einde van de werken gecontroleerd heeft en op voorlegging van de afschriften van de voldane rekeningen en/of van de door de aanvrager eensluidend verklaarde loonfiches, alsook van de bodemanalyse.

Art. 10. § 1. De betoelaagbare uitgaven en werkzaamheden zijn de volgende :

1° de verschillende voorbereidingswerkzaamheden van de grond, met inbegrip van het rooien en het afvlakken van stobben, de oppervlakedrainage, de vernietiging van de bestaande plantengroei en het opruimen van het perceel;

2° het bodemonderzoek;

3° de aankoop en het toedienen van meststoffen;

4° de aankoop van stekken en planten;

5° het zaaien en het planten;

6° de aankoop en de plaatsing van tijdelijke beschermingen tegen het wild.

§ 2. De toelage is vastgesteld op 60 % van het totaal bedrag van de in § 1 bedoelde uitgaven en werkzaamheden. Het totaal bedrag van de toelage is beperkt tot 2.478,94 euro/ha (BTW excl.) voor de wildakkers voor klein en grof wild en de beschuttingsen voor klein wild en tot 991,57 euro/ha (BTW excl.) voor de voorjaarslotensoorten. De toelage wordt toegekend ten belope van 3 % van de oppervlakte van het jachtgebied.

§ 3. Het in § 2 bepaalde toelagepercentage wordt met 10 % verhoogd voor gezamenlijke aanvragen betreffende ten minste 5 aanliggende jachtgebieden die een geheel vormen van minstens 2 000 ha bos voor wat betreft het grof wild, en minstens 2 000 ha bos en/of open veld voor wat betreft het klein wild.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART